

Volume 57

Vol. 57 du Quartier latin, No. 11, 20 novembre 1974

LE P.Q.: DE PLUS EN PLUS



"RESPECTABLE"...

- Dossier: Québec Cartonp. 5, 6, 7, 8
- Le congrès du PQ.p. 2 et 3
- L'Iran: Quand le Shah réprimep. 10 et 11

ÇA VAUT LE COUP!... D'UNE

C'est en fin de semaine qu'avait lieu à Québec le cinquième congrès du Parti Québécois, véritable opération de replâtrage ou l'Exécutif a fait adopter la proposition d'accession par étapes à l'indépendance. Il nous semble impor-

et ce, malgré l'apparente unanimité des instances supérieures.

En présentant la proposition, Jean-François Bertrand déclara que le referendum était nécessaire électoralement pour permettre au P.Q. d'aller

aussi bien par les intervenants favorables que par les intervenants défavorables étaient remarquables par leur manque d'analyse politique qui écartait toute possibilité de débat de fond et qui, en restant au niveau des sentiments, favorisait net-

social-démocrate, un membre de l'exécutif venait intervenir défavorablement, chacun ayant son rôle: Burns contre les propositions à caractère syndical, Laurin contre les propositions à portée médicale (avortement)... Pour beaucoup réduire l'indépendance à une question de négociation entre gouvernements ne rend pas la volonté des québécois à se libérer non seulement politiquement mais avant tout socialement et économiquement. Espérons que ces militants péquistes continueront leur réflexion jusqu'à ce qu'ils s'aperçoivent du caractère illusoire d'un travail à l'intérieur du Parti québécois.

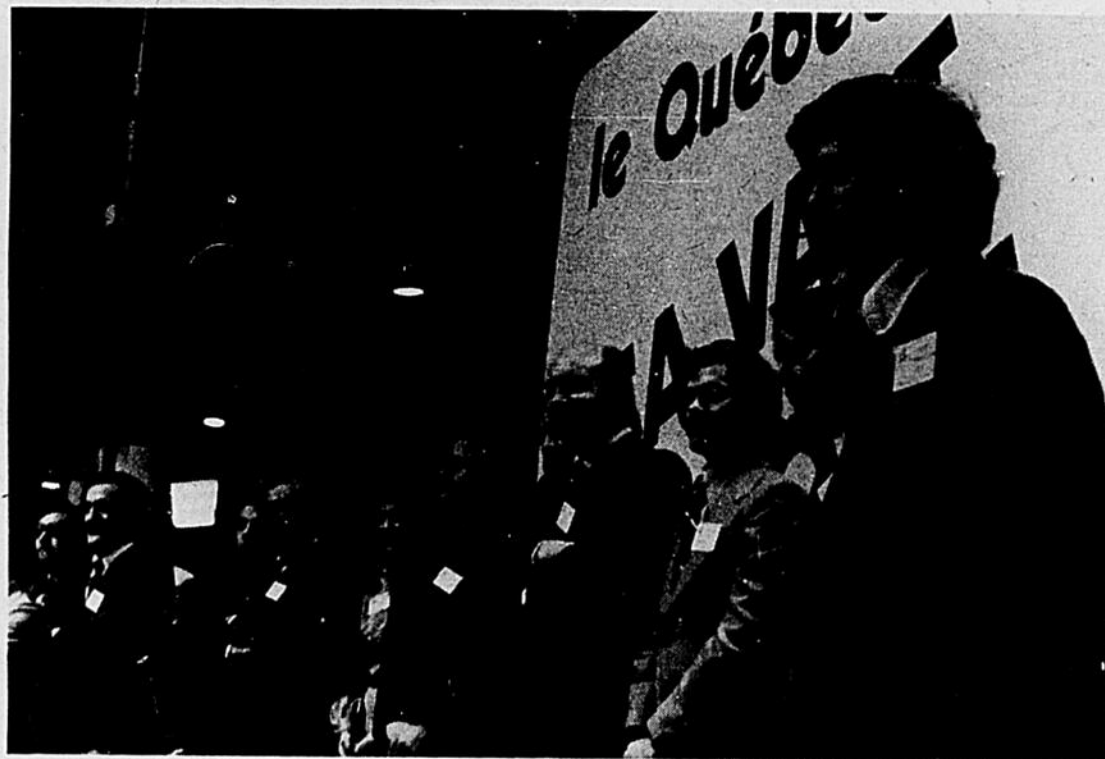
vilèges sociaux et leur position sociale avec l'avènement d'un Québec capitaliste indépendant. L'objectif central de la prise du pouvoir est et a toujours été le contrôle de l'État Québécois et son utilisation pour ses propres fins. C'est ainsi que s'insère le projet de referendum après la future victoire du P.Q.: allonger l'échéance et faire la preuve d'être de bons administrateurs "et peut-être verrons-nous pour la première fois un vrai gouvernement du Québec" (René Lévesque dans son allocution de clôture).

Par contre cette réalité que reflète le Parti québécois, ne doit pas nous aveugler au point tel de ne pas voir à l'heure actuelle qu'il est l'expression parlementaire de l'opposition sociale. Le parti compte, d'après son chef, 100,000 membres en règle dont 15,000 à 20,000 militants semble-t-il.

Cette masse essentiellement électorale rejoint des secteurs qui à l'heure actuelle sont en lutte. Des militants ouvriers combattifs, de larges secteurs étudiants et intellectuels semblent trouver maintenant l'ex-

... piège à l'aile gauche

La formation du Parti québécois, né d'un courant nationaliste des débuts des années 1960 avec la jonction de la petite bourgeoisie étatique, qui, face à l'échec qu'elle connut avec la révolution tranquille, vit dans 'i'option' du 'Mouvement Souveraineté Association' la possibilité de préserver ses intérêts de classe bien déterminés, d'accroître leurs pri-



P.Q.: Le nouvel exécutif

tant de faire ressortir la véritable nature de cette proposition afin que les éléments sincèrement convaincus que le P.Q. apportera une amélioration aux conditions sociales des travailleurs Québécois prennent conscience de l'illusion de cet appui.

L'affaire du referendum...

"Advenant qu'un gouvernement du Parti québécois ait à procéder unilatéralement, il assumerait méthodiquement l'exercice de tous les pouvoirs d'un État Souverain, en s'assurant au préalable l'appui des québécois par voie de referendum."

C'est cette proposition qui fut au centre du débat qui polarisa pendant près d'un an le P.Q. Ce débat a trouvé une issue temporaire dans le replâtrage du congrès de la fin de semaine dernière. Mais il ne faudrait pas se fier aux belles déclarations de René Lévesque sur l'unité et la "sérénité" du parti, qui connaît à l'heure actuelle de graves difficultés internes. La division sur le mode d'accession à l'indépendance traverse le parti dans toutes les directions et à tous les niveaux,

chercher les 600.000 votes qui lui manquent pour accéder au pouvoir. Pour Lévesque, refuser l'idée d'un referendum conduirait la population à une méfiance sur les possibilités de l'indépendance "pacifique et démocratique". En fait, en cas de rupture des négociations entre les représentants du Québec et ceux d'Ottawa, le P.Q. utiliserait le referendum comme frein à toute possibilité de mobilisation et comme canalisateur des énergies pour éviter toute radicalisation du processus. Donc, l'indépendance par étapes n'est qu'une autre mesure afin d'assurer au maximum l'accession à l'indépendance dans un cadre capitaliste.

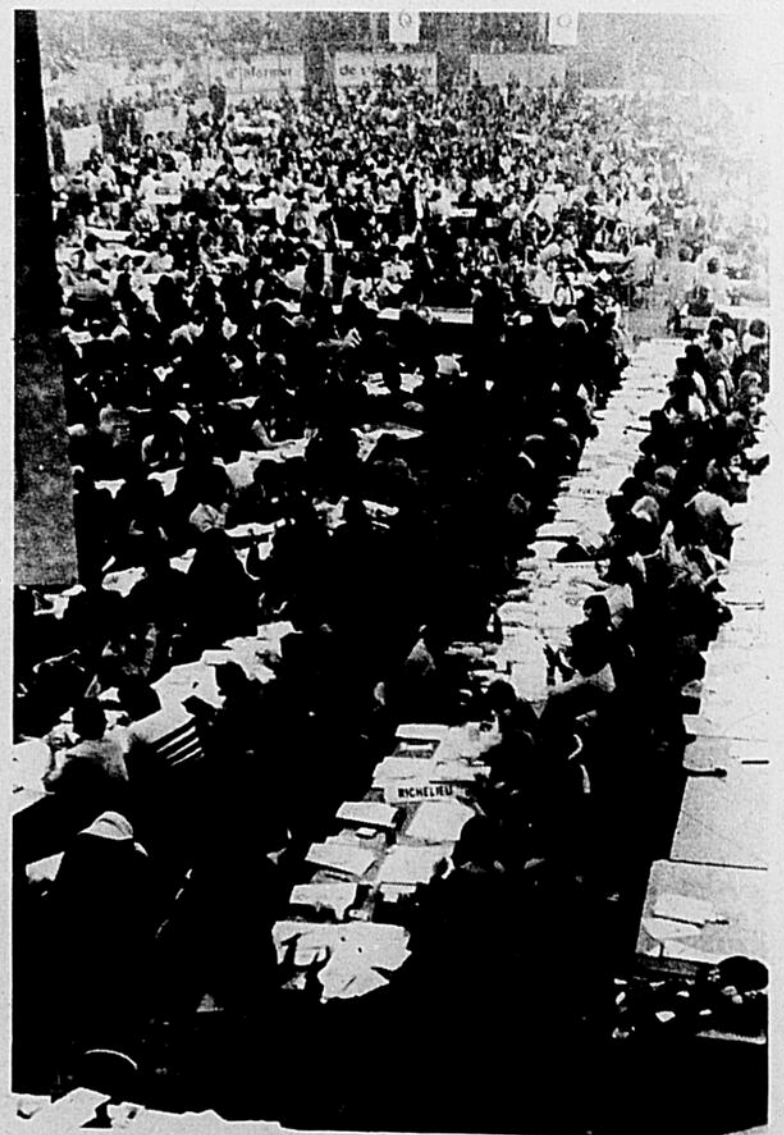
D'autre part, le P.Q. s'il veut un jour prendre le pouvoir doit pouvoir compter sur de larges appuis de la part de la bourgeoisie canadienne et américaine, aussi, en séparant accession au pouvoir et indépendance, il espère rassurer celle-ci.

Il est intéressant de noter que la division sur la proposition s'est retrouvée dans les mêmes proportions dans l'atelier qui la discuta samedi et en plénière qui la vota (630 pour, 353 contre). D'autre part, les positions adoptées sur la question

tement la proposition de Morin. Pour bien montrer le manque de politisation des délégués, dont 60% en étaient à leur premier congrès, il faut décrire comment on procéda à l'adoption.

Les opposants au referendum avaient obtenu qu'on vote séparément les trois articles de la proposition parce que, seul le deuxième article, celui sur le referendum, était un objet de litige. Or, lors du premier vote le président d'assemblée fit voter les trois articles en un seul bloc, ce qui fut voté à l'unanimité. Il fallut environ trois minutes aux participants avant de s'apercevoir de l'erreur, c'est dire l'attention des délégués! Evidemment, on vota à nouveau article par article et sans qu'il n'y ait eu lecture de ceux-ci, d'où une grande confusion chez les délégués qui ne savaient plus pour quel article ils votaient. Finalement, à la demande d'une déléguée, on vota article par article avec lecture et même décompte des voix.

Le mécontentement est vif chez plusieurs militants qui n'ont pas digéré le rôle démagogique de Lévesque dans l'adoption de la proposition. D'ailleurs à chaque proposition, à caractère quelque peu



Un ben beau congrès...

MANOEUVRE ÉLECTORALE

pression de leurs revendications dans le Parti québécois.

Le Parti québécois, malgré son idéologie nationaliste abstraite (i.e. la question nationale au dessus des conflits sociaux) embrassent donc une large couche de la population québécoise à l'heure actuelle. Le caractère hétéroclite de sa composition ne lui a pas rendu depuis même son apparition, la vie facile. Il a toujours connu des dissidences et des tensions internes. Mais, depuis le IV^{ème} congrès en 1972, après la grève du Front Commun et la manifestation de 'La Presse', les différences apparaissent plus largement et semblent s'approfondir depuis le temps.

C'est du moins ce qui ressort du VI^{ème} congrès.

Cette lutte qui s'est menée principalement autour de la question du referendum, à ce congrès-ci, n'est pas pour autant formelle. Bien qu'on puisse identifier les dissidents comme plus à gauche que la tendance dominante du Parti québécois, ces premiers ne sont pas plus homogènes par leur situation i.e. qu'ils n'ont pas nécessairement le même dénominateur commun parce qu'ils sont à gauche. Le rapport de force se modifie selon les questions et les propositions. Par contre, cette opposition est réelle et atteint tout l'appareil du parti.

Ainsi, ce qui devait se produire s'est produit en fin de semaine: l'orientation qu'avait concerté littéralement la direction péquiste au congrès se réalisa non seulement sur le point de cristallisation du débat du referendum mais également sur des motions comme la question de la femme, United Aircraft etc, et bien entendu les élections.

Mais les inconséquences de ce que nous appelons la 'gauche péquiste', son inorganisation inconcevable au sein même du parti québécois, apparurent pour faire place à l'unité et ce au prix de la droite du parti, principalement logée à la direction. Les discours d'ouverture et de clôture du congrès avaient pour but de faire taire les dissidences et de rallier toutes les "forces" à la sacro-sainte unité malgré les coups bas qui furent portés en fin de semaine à la gauche.

Outre la question du referendum où René Lévesque semble-t-il était prévu comme intervenant pour ramener la vapeur de l'assemblée à un

OUI au deux tiers, c'est l'ex-syndicaliste Robert Burns qui est intervenu contre une proposition soutenue par un ouvrier de la United Aircraft. Sur motion condamnant la justice au service des patrons, Robert Burns dut tempérer sous prétexte que ça compromettrait les travaux de l'aile parlementaire dans la commission chargée d'enquêter sur le conflit. Pour faire passer le goût amer de son opposition, il proposa un abstrait 'soutien total'.

De la même façon, au lieu d'adopter une résolution sur l'avortement libre et sur la liberté de la femme de disposer de son corps, le Congrès se prononça en faveur de la formation d'un comité qui étudierait la situation de la femme au Québec et qui viendrait s'ajouter à la pile d'études sur ce sujet.

Au niveau des élections, Gilbert Paquette qui s'est identifié publiquement à la 'gauche péquiste', ne fut pas réélu. Seul le tiède Bisailon fut élu comme conseiller. Par contre Jean-François Bertrand, le fils de l'autre et porte-parole favorable à la proposition du referendum fut élu, ainsi que Claude Morin l'ingénieur petit proposeur de "l'indépendance par étapes" (à étapes parce qu'il y en a au moins deux maintenant).

L'issue du congrès contenu dans le discours du président voulait faire oublier les dissensions et les nombreux appels à l'unité ne tombèrent pas dans des oreilles de sourds. Le rôle que peuvent jouer des éléments de cette gauche ira certainement dans le même sens que le projet de la direction qui tente de sauver son image. Par contre le mécontentement est réel: ainsi, le président d'assemblée ne put empêcher certains militants de faire enregistrer publiquement leur dissidence après le vote sur le referendum; d'autres ne purent s'empêcher, principalement chez les observateurs (membres non délégués), de huer Jean-François Bertrand, Claude Morin et quelques autres.

Ce dernier congrès du Parti Québécois marque ainsi une étape importante dans son développement. Bien qu'une bonne partie des dissidents à court terme se rallieront, il n'est pas dit qu'éventuellement une couche de ces militants se détachent des illusions que peut entretenir le Parti québécois et recherche une solution plus globale.



LA QUEBÉCOISE

ah! la bonne nôtre.

Pourquoi fumer des C.D.A.?

Un produit de La Société des Tabacs Laurentiens Inc.

Avis: Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social considère que le danger pour la santé croît avec l'usage.

Voici l'étrange et merveilleuse chaussure au talon plus bas que la pointe.



Cette chaussure est différente de toutes celles que vous avez portées jusqu'à ce jour. C'est la chaussure EARTH* au talon abaissé. La chaussure conçue en fonction de l'harmonie de tout votre corps.

Le talon de Earth* shoe est effectivement plus bas que la pointe de la chaussure. ce qui vous permet de marcher naturellement, comme lorsque vous marchez pieds nus sur le sable ou sur un sol

mou et que vos talons s'enfoncent plus profondément que vos orteils.

Toute la semelle de Earth shoe est moulée d'une façon très spéciale. Elle vous permet de marcher avec un léger mouvement rotatif et d'être à l'aise et confortable sur le dur ciment de nos villes.

Mais rappelez-vous: ce n'est pas parce qu'une chaussure ressemble à la nôtre qu'elle est aussi efficace.

Pour être certain d'acheter la véritable Earth shoe regardez notre marque de commerce sur la semelle.

Votre corps vous en remerciera.

Souliers, sandales, sabots et bottes pour hommes et femmes. De \$23,50 à \$42,50.

*EARTH est une marque déposée de Kalsb Systemet, Inc. ©1974 Kalsb Systemet Inc.

Les chaussures de marque Earth sont vendues exclusivement dans les magasins Earth Shoes...

1427 rue Stanley Tél. 842-5885

La manif des gens de DROIT

Depuis quelques années, le Barreau du Québec est responsable de la formation professionnelle des futurs avocats. Après avoir obtenu une licence en droit décernée par l'Université, ceux-ci doivent pendant un an suivre des cours, qui, à leur dire, ne sont qu'une stupide répétition de ceux suivis pendant le cours de licence.

Face à cette situation, les étudiants décidèrent de demander que la formation professionnelle soit assurée par les Universités plutôt que par le Barreau. Ainsi semble-t-il, les cours pourront devenir moins théoriques ou du moins ils ne seront plus la répétition de ceux suivis pendant la licence. Pour le Barreau, ces cours ne sont plus qu'une

source de problèmes: se rappeler que depuis trois ans les étudiants ne cachent pas leur mécontentement à leur égard. Il accepterait donc de s'en départir. Quant aux Universités, pour qu'elles puissent obtenir le rapatriement de l'école professionnelle à l'intérieur de leurs murs, il faut qu'elles s'entendent au sujet de certaines modalités exigées par le gouvernement. Sinon ce dernier ne déblocquera pas les fonds nécessaires pour assurer la survie de l'école professionnelle à l'Université. Mais voilà le problème, les universités ne s'entendent pas. On s'est laissé dire que McGill et Sherbrooke n'étaient guère favorables à cette mesure.

Le but de la manifesta-

tion du jeudi, 7 novembre était donc de rappeler aux autorités universitaires que les étudiants veulent fréquenter l'École professionnelle à l'Université en septembre.

Espérons qu'ils obtiendront gain de cause. Ainsi pourront-ils accéder à une meilleure qualité d'enseignement. Cependant il convient de se rappeler qu'en 1969, le doyen de l'époque, Me Jean-Guy Cardinal, obtenait au grand contentement des étudiants que l'école professionnelle serait sous la responsabilité du Barreau plutôt que sous celle de l'université. Ainsi, disait-on à l'époque, les cours seront moins théoriques, plus pratiques... Les temps ont changé depuis, n'est-ce pas

Devant la réaction de certains étudiants insatisfaits de l'enseignement, l'association des étudiants de mathématiques participe à l'élaboration de la journée d'étude. Le malaise provient principalement de la qualité de l'enseignement.

En maths...

meurent. Les étudiants n'ont pas défini clairement les causes de l'état de la pédagogie et ces causes se fondent dans l'orientation de la politique de l'université qui vise la Recherche.

L'université engage des chercheurs et non pas nécessairement de pédagogues!

Aussi il a été question de participer dans un organisme de consultation ayant pour but de définir le contenu de chacun des cours. Mais de l'avis de professeurs ayant participé à ce comité consultatif, il y a beaucoup de concessions à faire, en d'autres mots énormément de travail pour constater qu'à la fin le directeur de département a le dernier mot. L'association encourage la participation et les étudiants décident d'y participer. L'étudiant délégué sur ce comité trouvera le temps long!

Les cours obligatoires sont surchargés d'étudiants particulièrement en première année du baccalauréat. On retrouve plus de 60 étudiants par groupe pour ces cours.

À cet effet les étudiants ont

fait une proposition qui demandait que le nombre maximum d'étudiants soit de 40 par cours.

L'association devant cette revendication s'est montrée timide et n'avait pas l'impression de pouvoir avoir gain de cause.

La journée d'étude a porté sur des réformes envisageables par le biais du comité de consultation, c'était le but visé de l'association.

Quand le débat dans les trois ateliers c'est terminé, il y a eu un rassemblement de tous les étudiants de mathématiques et lecture des différentes propositions proposées en atelier. Afin d'accélérer la procédure, l'association avait pensé de seulement lire les propositions sans les discuter et sans les voter. Aussi il est apparu une proposition qui préconisait la fondation d'un prix de \$500 décerné au professeur ayant donné le meilleur enseignement durant l'année. Dans ces conditions, encourageons des hausses dans les frais de scolarité!

L'association jugeait de plus qu'elle pouvait permettre aux délégués du comité consultatif d'agir à sa guise face aux revendications des étudiants sans demander un vote de l'assemblée.

TEQUILA SAUZA

Margarita SAUZA
1½ oz de TEQUILA SAUZA
½ oz de Triple Sec
1 oz de jus de lime ou de citron
Ajouter des glaçons concassés et agiter le tout. Humecter le pourtour du verre avec l'écorce du citron ou de la lime et enrober de sel. Siroter votre Margarita SAUZA, effleurant de vos lèvres la bordure salée.

TEQUILA SAUZA NUMERO UNO au Canada y Mexico.



BOZO LES CULOTTES

3704 Édouard-Montpetit (coin Côte des Neiges)

Profitez de nos aubaines avant les fêtes de 10% à 50% de réduction.

Jeans en denim ou velours côtelé, CHANDAILS variés, TEE-SHIRTS, JUPES assorties, PANTALONS en gabardine ou velours uni, CHEMISIERS, ROBES, CAPES EXCLUSIVES

MERCREDI 20, JEUDI 21, VENDREDI 22, SAMEDI 23

QUEBEC CARTON



L'INFLATION, C'EST LES BOSS QUI LA FONT
L'INFLATION, C'EST LES BOSS QUI LA PAIERONT

Les ouvriers de Québec carton, syndiqués avec le syndicat International des travailleurs du papier local 667, luttent présentement pour l'indexation des salaires au coût de la vie. Et en dépit des poursuites judiciaires et des actions de \$1,500,000 qu'on leur impose pour ce que leurs patrons appellent une grève "illégal" ils sont bien déterminés à lutter jusqu'au bout et à obtenir gain de cause.

Qui est Québec Carton?

Les ouvriers de Québec Carton sont victimes de l'impérialisme Britannique. L'usine où ils travaillent et engraisent leurs patrons est une division de Acme paper, de Anglo packaging, et de Gulf pulp and paper, usines regroupées autour du puissant monopole REED CORPORATION dont le siège social est à LONDRES.

REED CORP: en Angleterre compte 350 compagnies, au Canada compte 45 compagnies et dans 30 autres pays compte 260 compagnies pour un total de 655 compagnies à travers le monde.

Son chiffre d'affaire est de l'ordre de \$1,440,000,000, son profit net de 55 millions.

L'usine Québec Carton est

située à 6200 Notre-Dame ouest, on y fabrique des boîtes de cartons qu'on vend principalement au Québec et en Ontario.

L'usine emploie environ 150 employés dont 25 sont des femmes.

Le salaire horaire moyen pour un employé homme est de \$4,00 pour un employé femme \$3,36. L'usine fonctionne régulièrement sur deux quarts de travail et parfois sur trois suivant les besoins de la production. Ces patrons sont de bons paternalistes, et très anti-syndicalistes. Pour eux, un syndicat qui travaille pour l'ouvrier est une chose inadmissible et doit être écrasé à tout prix.

Auparavant jamais de lutte à Québec Carton

En dix ans d'opération, Québec Carton fait face à sa première lutte difficile. Pendant ces dix ans il n'y eut aucune grève ni même de revendications. Les conventions ont toujours été adoptées à la vapeur et de plus avantageaient plus les patrons que les ouvriers. Ce n'est qu'au mois de janvier 1974 que la situation

commença à changer avec un changement presque total de l'exécutif (3 membres sur 4). L'ancien comité exécutif ne pouvant plus répondre aux exigences des ouvriers à cause du manque de collaboration du syndicat international, décida de provoquer des élections préférant céder sa place à un nouvel exécutif. Les ouvriers

conscients des problèmes qui existaient à l'usine profitèrent de cette occasion pour les remplacer par des gens plus combattifs et pouvant s'attaquer de front aux problèmes auxquels les ouvriers avaient à faire face, tels que les conditions de travail, les mises à pied fréquentes et les heures de surtemps.

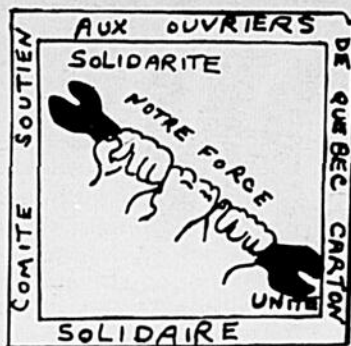
Première lutte sur une question de surtemps

La première lutte des ouvriers de Québec Carton date du 1er mai '74 lorsque la compagnie congédia le président du syndicat parce qu'il s'objectait à l'interprétation de la clause du surtemps que la compagnie refusait de respecter.

Dans la convention collective au paragraphe du surtemps il est stipulé que les employés ayant le plus d'ancienneté ont le choix de faire ou ne pas faire du surtemps, mais que si un

employé ne veut pas faire du surtemps il doit se faire remplacer par un employé ayant les mêmes qualifications pour remplir son travail. La compagnie ne voulait ni ne désirait mettre en application les conditions de ce paragraphe. Elle préférait plutôt dicter aux employés les heures de surtemps et les personnes qui devaient le faire et ceci particulièrement dans le département de l'ondulation. Dans ce département elle y fixait les cédules de travail parfois à 10 heures par jour et même à 12 heures.

Le tout commença quand quelques employés refusèrent de travailler plus que leur 8 heures par jour tel que stipulé dans la convention collective. La compagnie commença alors par distribuer des avis disciplinaires et des suspensions allant de un à trois jours. Elle suspendit le président du syndicat qui lui travaillait dans ce département pour trois jours, en invoquant pour raison qu'il devait donner l'exemple aux autres ouvriers; par la suite, voyant qu'il ne modifiait pas sa position, elle le congédia.



En réponse au NON d

Des conditions de travail

Comme toute bonne usine qui se respecte dans le système capitaliste, la Québec Carton n'offre à ses employés que des conditions de travail inacceptables. Les bonnes conditions de travail nuisent au profit des boss, alors pourquoi en donner? Il en coûte plus cher aux patrons de remplacer une machine que de remplacer un employé.

Les ouvriers de Québec Carton sont obligés de travailler sur des cadences poussées au maximum. Pour les patrons, la production ne se fait jamais assez vite. Il résulte de ces cadences plusieurs accidents causés entre autre par la constante fatigue des ouvriers. Ce qui compte pour la compagnie, c'est son profit, peu importe si l'ouvrier qu'elle a placé sur une machine est inexpérimenté et ne connaît pas bien son fonctionnement. Il doit produire même s'il doit y laisser un pied ou une main. Chaleur suffoquante dans certains départements, aération inexistante dans d'autres, malpropreté des lieux, travail constamment sous l'arrogance des contremaîtres. Les ouvriers de Québec Carton sont obligés de gagner leur vie dans de telles conditions et quand ils ouvrent la bouche pour obtenir de meilleures conditions de travail, les boss leur ouvrent gentiment la porte.

l'inflation c'est pour qui?

26 JUIN 1974.

Face à l'inflation, le syndicat international des travailleurs unis du papier adopta la position suivante. Pour tous les locaux où le syndicat détenait une affiliation le même procédé fut utilisé: expédier une lettre à l'employeur dans laquelle le syndicat faisait mention des ravages causés par l'inflation et de la diminution accélérée du pouvoir d'achat des travailleurs.

Pour conclure sa lettre le syndicat demandait à l'employeur une rencontre où il serait question d'augmentation de salaire dans le but de compenser la perte du pouvoir d'achat.

Le 26 juin 1974 une lettre du même genre fut expédiée par notre syndicat aux patrons de l'usine Les cartons du Québec. De plus entre-temps les membres du local 667 se servant de leurs assemblées générales comme moyen de pression cherchaient à connaître la position de leur comité syndical face à l'inflation et attendaient d'eux des gestes positifs et concrets.

Le comité du local 667 profitant d'une assemblée régulière avec la direction de l'usine

aborda le sujet pour tenter de connaître les intentions de la compagnie, mais celle-ci esquiva la question en donnant comme réponse qu'elle n'avait pas le mandat ni l'autorité pour pouvoir discuter sur ce sujet.

Faut dire aussi que la direction qui oeuvre au 6200 Notre-Dame ouest n'en est qu'une en apparence et sert surtout à transporter des papiers, qu'elle ne peut rien faire, ni acheter un crayon sans que la direction de L'usine Acme passer qui a son siège social à Toronto accorde sa permission préalablement.

REPONSE DE LA CIE

Pendant ce temps à l'usine tous les membres attendent avec impatience les propositions de la compagnie et les rumeurs voulant que la compagnie accorde une compensation aux ouvriers vont bon train. Enfin le 25 juillet 1974 notre représentant du syndicat international se présente à l'usine avec en main la réponse de la compagnie, mais cette réponse est totalement négative.

Dans ladite lettre, la cie, procédant à l'aide d'une analyse faussée de la montée du coût de la vie pour les années 71-72 et 73 et calculant par rapport à ces données le pourcentage de nos augmentations de salaires prévues par la convention collective, (.92 échelonnés sur trois ans) en arriva à la conclusion (brillante) que la hausse du coût de la vie ne touchait pas ni même affectait ses employés dans son usine les Cartons du Québec.

Pour la cie une augmentation de salaire de 0.92 cents échelonnée sur une période de trois ans plaçait ses employés à l'abri des ravages causés par l'inflation.

Conséquemment, à cette réponse il s'ensuivit de la part des employés un sentiment de dégoût pour les dirigeants de l'usine et une nonchalance marquée vis à vis leur travail (slow-down). La production fut réduite par moments à 50%.

Les ouvriers exigeaient de l'exécutif une action directe et rapide; plusieurs proposaient même la tenue d'une journée

d'étude. Celle-ci fut évitée par la force de la persuasion car l'exécutif avait appris de source sûre que la compagnie était prête à faire face à cette action et déjà les contremaîtres harcelaient les ouvriers.

Ici il est facile de comprendre que la compagnie non seulement se préparait mais désirait une lutte avec le syndicat afin de lui servir une leçon, et si possible faire en sorte que les membres renient leur comité syndical.

6 août 1974 2e lettre

Le syndicat international réplique à la réponse de la cie en expédiant une 2e lettre dans laquelle il conteste la réponse de la cie et réitère sa demande.

Suite à cette lettre aucune réponse ne parvient. À l'usine le mécontentement s'accroît; la compagnie met en fonction son système d'intimidation: avis écrit, menace de congédiement de suspension, etc.

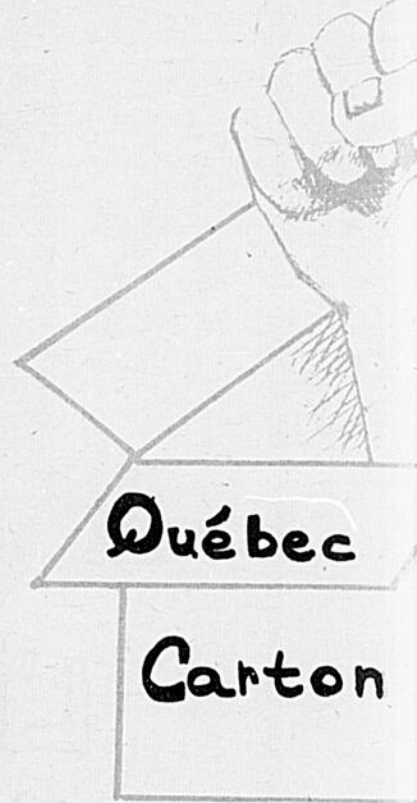
Elle fait du chantage envers les employés et leur promet même une augmentation, mais elle ne peut préciser le montant ni le moment.

4 sept 1974 assemblée spéciale

Suite à son congrès de fondation tenu antérieurement à Toronto, le syndicat canadien, fruit d'une scission de l'International, parcourt les anciens locaux de l'International dans le but de les faire adhérer à leur nouveau syndicat. Par un scrutin secret les membres votent contre la désaffiliation et respectant la constitution du syndicat demeurent dans le syndicat international.

Nous sommes le seul local au Québec qui a voté contre l'affiliation, mais les membres n'ayant pas goûté la façon dont leur dernière convention collective a été négociée n'étaient pas prêts à se risquer une fois de plus avec ces mêmes gens et surtout n'appréciaient pas le mystère entourant la fondation du nouveau syndicat.

N.B. Le syndicat canadien comptait pour démarrer du bon pied sur la remise de 1 million de dollars de la part de l'international mais encore aujourd'hui il attend toujours.



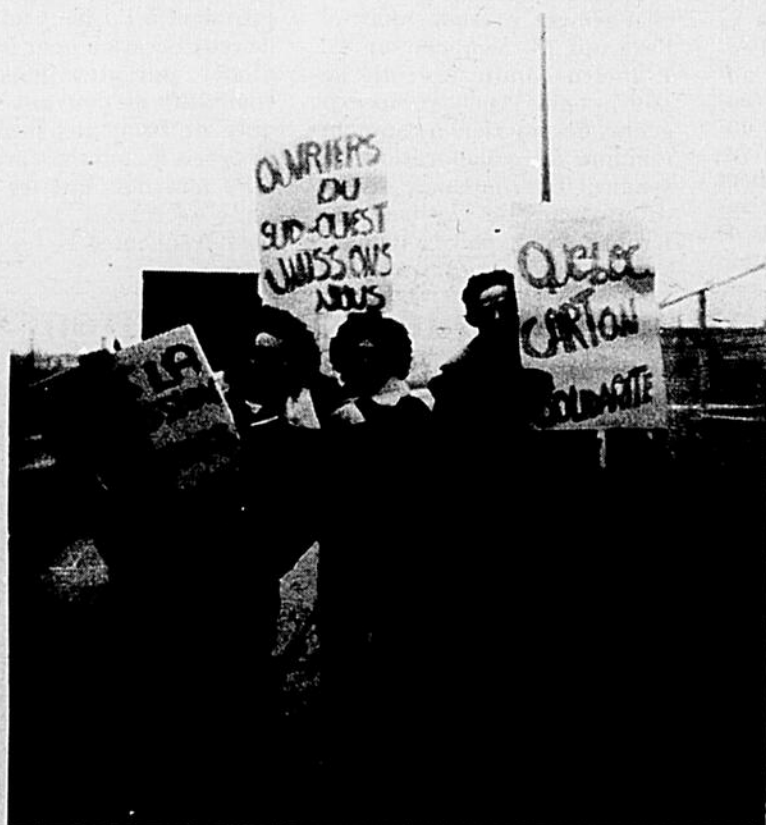
les boss prennent les moyens...

HARCELEMENT & INTIMIDATION.

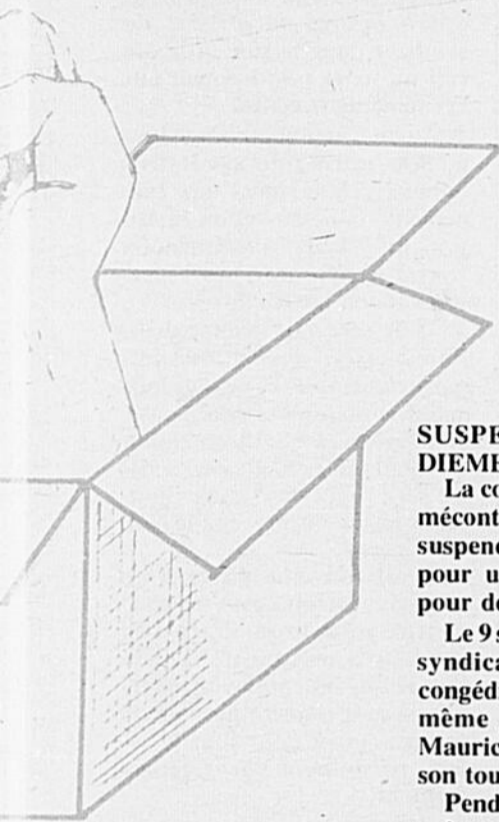
Dès le début de la lutte, la cie met en oeuvre son appareil d'intimidation et à en voir le déploiement on pourrait facilement croire que certains membres de la direction viennent tout droit des antiques camps SS.

Un système de gardes est mis sur pieds dont un qui est spécialement affecté au président du syndicat, est chargé de le suivre pas à pas et de noter tous ses faits et gestes, tandis que les autres surveillent les différents départements, notent la quantité de production et le temps requis pour écouler les commandes.

La compagnie veut à tout prix briser la solidarité des membres. Pour ce faire il lui faut trouver un moyen de fomenter le trouble entre les em-



Les boss...



ennent tous

ployés, alors quoi de mieux que de créer la discorde entre deux départements. Elle diminue les heures de travail dans un département et fait passer la faute sur l'autre département. Mais peine perdue il y a bien une légère dispute mais le comité exécutif déjoue la tactique de la direction et la solidarité des membres reste inébranlable.

N'ayant pas réussi mais aussi n'étant pas à cours d'imagination, elle insinue que le comité ne déclare pas à ses membres ses vrais intentions et elle va même jusqu'à dire que certains membres du comité se servent des ouvriers pour arriver à leurs fins personnelles.

Pour la compagnie un syndicat qui joue son rôle de défenseur des intérêts des ouvriers, n'est pas une chose normale et n'est point admis dans ses statuts.

SUSPENSIONS, CONGEDIEMENTS

La compagnie en réplique au mécontentement des employés suspend certains d'entre eux pour une journée et d'autres pour deux jours.

Le 9 sept 1974 le président du syndicat Victor Théoret est congédié à 5 hrs et à 6hrs pm le même jour le vice-président Maurice Allaire est congédié à son tour.

Pendant ce temps la compagnie procède à d'autres suspensions, menace les deux membres du comité qui restent de congédiement et tente par différents moyens de transiger avec eux.

N'ayant put arriver à ses fins, le 19 sept 1974 le trésorier Pierre Morrissette et le secrétaire Guy Duplessis sont congédiés tour à tour.

Entre-temps le 18 sept un contremaître général se fait appréhender sur le terrain de stationnement en possession d'une arme. Découlant de ce fait et en guise de protestation contre le congédiement de leur comité, les employés cessent de travailler et occupent l'usine durant le quart du soir. Le lendemain, le quart du jour fait de même et à 11hrs les ouvriers sont évacués de l'usine par la police.

Le 20 sept, 2 autres employés sont congédiés. Le lundi suivant, les 6 congédiés dressent une ligne de piquetage appuyés et aidés par les employés entre leur quart de travail.

Alors la cie procède à une contre-grève en suspendant tous les employés pour trois jours et demi.

Face à cela, les membres du local 667 développent des structures et se préparent à la lutte. Différents comités sont mis sur pieds. De son côté, le comité exécutif entame des pourparlers avec la F.T.Q., particulièrement avec Fernand Daoust qui leur permet d'entrer en contact avec le syndicat international. Le rendez-vous est fixé, mais les représentants de l'union ne se sont jamais présentés à ce rendez-vous.

LES EMPLOYÉS RETOURNENT AU TRAVAIL

Après la contre-grève les employés retournent au travail et démontrent leur bonne foi dans le but de faire entamer les négociations telle que l'avait promis la cie, en activant la production le plus possible.

La cie fait connaître sa gratitude en congédiant deux autres personnes le lendemain.

Le retour au travail se fit le lundi 30 sept 1974. Le lendemain 1 oct lorsque la cie procéda aux congédiements de ces deux membres, les employés décidèrent tous de monter au bureau des contremaîtres pour demander des explications; ils demandèrent au gérant de l'usine de quitter le travail pour rencontrer les membres de leur exécutif et tenir une assemblée générale.

Entre-temps le lundi 30 sept la cie tenta de s'ingérer dans le syndicat en demandant aux membres de nommer des délégués et suite au refus des membres, voulut les nommer elle-même.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 1 oct

L'assemblée débuta à 4 heures de l'après-midi et après plusieurs discussions les membres de l'assemblée votèrent unanimement pour la grève et décidèrent de ne pas réintégrer le travail tant que les négociations ne seront entamées.



les ouvriers s'organisent

COMITÉ DE PIQUETAGE

Les ouvriers se sont formés un comité de piquetage dès le 23 septembre. Ce comité est chargé de maintenir le piquetage qui commence dès que la grève est déclenchée le 1er octobre. Pendant le piquetage les grévistes maintiennent l'ordre et la discipline malgré l'intimidation des gardés chargés d'assurer la sécurité aux abords de l'usine et la présence constante des policiers.

Mais le 4 octobre un incident

La production étant arrêtée, les ouvriers ont décidé de suspendre le piquetage pour quelques temps.

Jeudi 12 nov. la compagnie fait paraître une annonce dans un quotidien du matin, requérant des hommes et des femmes afin qu'elle puisse faire fonctionner son usine à nouveau avec des scabs.

Depuis la parution de cette annonce le piquetage a repris et les ouvriers comptent sur l'appui des travailleurs des autres usines qui viennent

LES EMBALLAGES REED LIMITEE

recherche immédiatement des

HOMMES ET FEMMES

pour effectuer du travail général dans sa manufacture de carton ondulé de L'OUEST DE MONTREAL.

QUALIFICATIONS :

Préférentiellement âgés de 25 à 48 ans
POSSEDANT DE L'EXPERIENCE DANS LA FABRICATION DE CARTONNAGE
TOUTEFOIS L'EXPERIENCE N'EST PAS ESSENTIELLE

AVANTAGES :

Bon salaire de départ plus prime d'équipe. Opportunités pour advancement rapide à d'autres tâches intéressantes et très bien payées.
Nombreux avantages additionnels.

EXCELLENTE CONDITIONS DE TRAVAIL AINSI QUE STABILITE D'EMPLOI.

Toutes personnes intéressées doivent se présenter au

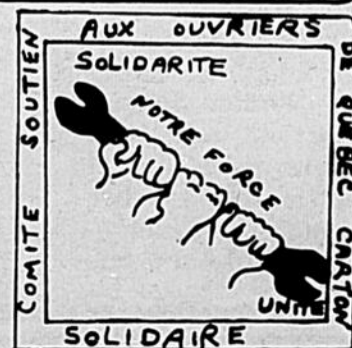
SERVICE DU PERSONNEL
6200 OUEST, RUE NOTRE-DAME
MONTREAL H4C 1V5, QUE.

—306.16

fâcheux se produisit quand un contremaître décida de forcer la ligne de piquetage et renversa une ouvrière et, tout en gardant son sourire, la traîna sur une distance de 15 pieds. Évidemment la réaction des ouvriers ne se fit pas attendre et la voiture du monsieur en question fut quelque peu malmenée et quelques vitres éclatèrent.

prêter main forte à la fin de leur journée de travail ou avant le début. Aussi nous sollicitons de la part de la population un appui concret à notre lutte en ignorant de telles annonces. Ne vous laissez pas influencer, la réalité chez Québec carton n'est pas tout-à-fait comme l'indique l'annonce.

combativité des ouvriers!



les ouvriers et ouvrières de la Carton se tiennent ensemble

Les ouvriers de Québec Carton ont tenu plusieurs assemblées après le 1er octobre. La grande majorité d'entre eux présente à ces assemblées réaffirme son appui à l'exécutif en dépit de l'intimidation périodique de la compagnie. Celle-ci, dans une lettre adressée à tous les employés le 5 novembre, les menace de suspendre leur assurance-groupe. Les ouvriers réunis en assemblée générale le 11 novembre ridiculisent le contenu de cette lettre et votent au scrutin secret à 80% en faveur de la poursuite de la lutte.

Après la 5 nov. la compagnie essaya à nouveau de convaincre les ouvriers à revenir au travail; cette fois la compagnie leur accordait 3 jours pour répondre dans l'affirmative ou la négative sinon elle considérait leur démission comme

étant automatique. Les ouvriers décidèrent de signer collectivement une lettre dans laquelle, ils disaient à la compagnie qu'ils étaient prêts à retourner au travail mais à condition qu'elle réengage les 16 ouvriers congédiés et qu'elle s'engage par écrit à négocier

l'indexation des salaires.

Depuis le début de la grève, les ouvriers et ouvrières sont solidaires. Ils tiennent des assemblées générales toutes les semaines et c'est à 90% qu'ils participent. Certains, environ la moitié, ont dû se chercher du tra-

vail car sans fond de grève, c'est encore plus dur.

Mais les conditions pour retourner au travail restent les mêmes et les ouvriers sont bien décidés. Malgré les menaces de toute sorte, ils ne se laissent pas intimider.

CONDITIONS DE L'ENTENTE

1. Aucune mesure disciplinaire ou discriminatoire, quelle qu'elle soit ne sera imposée par la Compagnie ou par aucun de ses représentants à l'endroit de tout employé ou officier du syndicat pour le rôle qu'il aurait pu jouer relativement aux événements précités.
2. Aucune action ou procédure ne sera intenté devant les tribunaux relativement aux événements ci-dessus et/ou relativement à leurs conséquences, contre le Syndicat, ses représentants ou les employés.
3. Il ne sera fait aucune mention dans le dossier disciplinaire des employés de tout fait, action ou omission relatifs aux événements, et toute mention qui pourrait actuellement exister sera rayée du dossier disciplinaire du ou des employé(s) concerné(s).
4. Il est convenu que tous les employés seront payés intégralement pour le salaire perdu pendant la semaine de suspension et que les employés congédiés seront d'autre part payés intégralement pour tout le salaire perdu depuis leur congédiement.



la solidarité ouvrière se développe dans le Sud-Ouest

À partir d'une assemblée de soutien, le 16 octobre dernier, est apparu la nécessité de mettre sur pied un comité de soutien dans le Sud-Ouest (St-Henri, Lachine, Ville-Emard) afin de sortir la lutte des ouvriers de Québec Carton de l'isolement, et aussi de permettre d'aller chercher un soutien concret chez les autres travailleurs de d'autres usines et développer des contacts permanents entre eux.

Des ouvriers et ouvrières de différentes usines du sud-ouest ont ainsi jeté ensemble autour de la lutte de Québec Carton et ceci malgré les diverses allégeances syndicales les bases d'une solidarité toujours grandissante. Ils ont formé un comité de soutien qui a pour but: 1er de chercher un appui concret aux ouvriers de Québec Carton et 2e de développer dans le sud-ouest une

solidarité et des liens tangibles entre eux. Ces personnes ont compris la nécessité de s'unir face aux patrons. Ils ont appris aussi qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes. L'expérience de leurs luttes passées les ont convaincus qu'ils ne pou-

vaient ni ne devaient se fier à personne pour régler leurs problèmes à leur place, et que restant isolées et ne se fiant qu'à leurs structures syndicales ils étaient facilement vulnérables et souvent forcés d'accepter des compromis:



Ce dossier a été produit par les ouvriers de Québec Carton

Le comité de soutien aux ouvriers de Québec Carton a organisé une manifestation qui aura lieu le 22 nov. Le départ aura lieu au Parc G.E. Cartier à 7:00 p.m. et se terminera par une assemblée au 730 Laporte où des ouvriers de différentes usines du sud-ouest prendront la parole.

La manifestation est une occasion pour les ouvriers de Québec Carton de publiciser leur lutte et pour leur permettre de la poursuivre. Ils ont formé un comité de finance dans le but d'aller chercher tout soutien financier à travers les différents syndicats locaux, organismes populaires et étudiants. Il est important de noter que les ouvriers n'ont aucun fond de grève; ils doivent compter sur leurs propres forces et celle des autres ouvriers, des couches populaires et des étudiants.

Le comité de soutien est prêt à rencontrer d'autres ouvriers en lutte ou pas. Vous pouvez nous rejoindre en appelant au numéro suivant: 634-6890

LES TAEU... LES ÉTUDIANTS S'ORGANISENT

L'annonce des séances des TAEU amena cette année un branle-bas de combat général dans le secteur des GÉGEPS. En effet, beaucoup d'étudiants s'étaient opposés à cette mesure dans le passé mais il n'y avait pas eu d'action concrète de la part des étudiants auparavant.

Pendant que le mouvement prenait de l'ampleur, que des journées d'étude se multipliaient un peu partout, Cloutier crût bon de supprimer la séance de tests qui devait avoir lieu le 16 novembre, et de laisser les universités s'en occuper. Mal lui en pris et les étudiants s'organisèrent quand même, non seulement pour faire échec au TAEU mais aussi à d'autres mesures sélectives.

On organisa un congrès national des CÉGEPS à Shawinigan, jeudi le 7 novembre. Sur les quarante CÉGEPS, une trentaine avaient délégué de leur représentant à ce congrès.

Après un bref rappel de l'état de la lutte dans chacun des CÉGEPS, les représentants étudiants en

atelier se mirent d'accord sur un certain nombre de propositions. Citons entre autres parmi celles qui ont été adoptées par le congrès:

1e: Formation d'une association nationale des étudiants du Québec et formation d'un comité chargé de la mettre sur pied.

2e: Boycottage de l'envoi des notes aux universités si celles-ci n'abandonnent pas le TAEU

3e: Mise sur pied d'un dossier commun sur les TAEU.

Or, jeudi le 14 novembre, l'université de Montréal annonçait qu'elle abandonnerait le TAEU pour cette année. L'U de M a entre autres invoqué la raison suivante:

"La confusion entoure en ce moment les TAEU et il est important pour leur bonne utilisation que ces tests se déroulent dans un climat serein".

De plus le comité de liaison de l'enseignement supérieur et de l'enseignement collégial, le CLESEC,

étudiera cette année à l'occasion de la "relâche", les politiques d'admission

dans les universités.

Ceci marque une nette victoire pour les étudiants,

d'autant plus que les TAEU constituent une mesure sélective accrue.

DES SALAIRES AUX AGRICULTEURS

Dans le volume 57 du 6 novembre, il était question de l'agriculture au Québec. Il était montré que l'agriculteur doit acheter des produits industriels comme des tracteurs, de la moulure... ce qui nécessite un capital considérable et entraîne l'endettement et de plus l'agriculteur doit vendre ses produits à des intermédiaires puissants à des prix ne permettant pas dans le cas de l'élevage des bovins de couvrir ses frais de production.

L'agriculteur doit travailler énormément pour finalement se rendre compte qu'il a en fait un profit net de \$162 pour l'année. De plus la tendance à l'endettement persiste et il n'a plus l'impression que les équipements qui sont sur sa ferme lui appartiennent.

Sa situation présente l'amène à revendiquer en vue de devenir un salarié qui serait rémunéré comme l'ouvrier spécialisé des villes. L'agriculteur demande un salaire de 15,000 par année.

L'agriculteur considère réalisable cette revendication car il est possible d'estimer combien de temps de travail est nécessaire pour les différentes opérations agraires qu'il exécute. En fixant à \$4 de l'heure son travail, alors que son salaire horaire est de \$1 présentement l'agriculteur considère qu'il pourrait satisfaire des besoins bien légitimes.

Le ministère de l'agriculture n'est pas préparé pour intervenir de façon directe dans ce sens car cela impliquerait

des dépenses gouvernementales qui ne sont pas prévues et il préconisera des solutions temporaires.

Tant qu'à être des salariés déguisés et à être rémunérés, au bout du compte, en bas du salaire minimum, les agriculteurs préfèrent être carrément et officiellement des employés. Cette nouvelle situation risque sans doute de rapprocher les travailleurs des villes de ceux de la campagne.

Cours d'anglais

Avec emphase sur la conversation avec professeur d'expérience et qualifié. Leçons privées et aux plus avancés - spécial \$6.50 petits groupes \$3.50 - Ave. du Parc et Laurier, D. Hill - 277-6806.

Vol. 57 du Quartier latin,
No. 11, 20 novembre 1974

COORDINATION TECHNIQUE

Elisabeth Pelletier

COLLABORATEURS

Danièle Bourassa
Maryse Turcotte
Roger Hobden
Marie Pluteau
Roch Breton
Sylvain Meunier
Pierre Paquette

Ronald Cameron
Annick Correk
Ronald Bouvier
Daniel Verdi
Martine Jourde
Onnig Beylerian
Richard Lalonde
Alain Bisonnette

Les nouveaux collaborateurs et dessinateurs sont toujours bienvenus au Volume.

Les réunions se tiennent le mercredi de chaque semaine à 17h. au C-6526 du Centre Social. La critique et discussion des articles tous les dimanches au même endroit à 14h.

Dépot légal: Bibliothèque Nationale

Composition et montage: D.S.C. Inc.

Imprimé par: Imprimerie Payette et Simms.

ÉTUDIANTS:

Vacances en Suisse

22 déc. 74 au 3 jan. 75 à ENGELBERG

\$450. tout inclus

Renseignements: 481-5777.



En Iran: Plus de 30,000 prisonniers politiques

Dans le cadre de la conférence sur les prisonniers politiques en Iran le Volume public ici un texte apporté par l'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS IRANIENS AU QUÉBEC, dans lequel ils nous font découvrir le régime de terreur qui règne dans leur pays et les luttes qui s'y mènent.

En Iran, depuis plus de 21 ans, soit depuis le coup d'État de 1953 planifié et orchestré par la C.I.A. et réalisé par le Chah et certains officiers vendus, il règne un régime de terreur pour les patriotes iraniens et d'oppression et de mensonge pour le peuple.

Le silence qui, dans les pays étrangers, entoure les événements qui s'y produisent cache en réalité un régime policier semblable à beaucoup d'autres parmi les plus répressifs du type de la Gestapo de l'Allemagne nazie ou de la police politique (P.I.D.E.) au Portugal avant le 25 avril 1974.

Les arrestations la torture et la mort sont des réalités quotidiennes pour les patriotes iraniens. Le Chah et sa police politique, par la torture, l'intimidation et le mensonge réussit ainsi à pratiquer une brèche dans le silence résolu du peuple.



Des Iraniens descendent la statue du Shah

Selon le "Guardian" et même le "London economist", il existe actuellement en Iran plus de 30,000 prisonniers politiques; ces prisonniers sont menacés de subir la torture non seulement à leur arrestation, mais également après leur "procès", pendant toute la durée de leur incarcération.

Pourquoi une telle répression s'abat-elle sur les patriotes iraniens? La réponse à cette question réside principalement dans le fait que:

1-l'Iran est un très important fournisseur de matière premières pour l'impérialisme.

2-l'Iran s'est vu assigné le rôle de gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient

3-Le Chah tient strictement à perpétuer la royauté en Iran, "vieille de 2500 ans"

Le gouvernement iranien, et à sa tête le Chah, est complètement dépendant de l'activité des grandes multinationales, surtout les compagnies pétrolières, et totalement asservi à leurs décisions.

A l'automne 1973, au moment de l'embarco des pays producteurs de pétrole sur cette si précieuse matière première, le Chah, comme un fidèle serviteur, a fait tout en son pouvoir pour compenser cette baisse de l'approvisionnement auprès des compagnies pétrolières. Lorsque les dirigeants de tous les pays producteurs de pétrole se sont entendus pour hausser le prix de celui-ci de \$2.50, \$3.50 par baril à \$12.18 par baril, le Chah s'écriait: "Pourquoi faites-vous cela, ce n'est pas équitable. Il faut négocier avec les pays consommateurs (lire: avec les compagnies pétrolières) afin de fixer un

prix juste". Quelle justice peut donc exister entre les impérialistes et les pays du Tiers Monde? Les compagnies qui produisent des biens manufacturés négocient-elles avec les pays du Tiers Monde pour fixer les prix de leurs productions?

Sur le prix à fixer pour le baril de pétrole, le Chah proposait comme alternative aux \$12.17 un maximum de \$7! Au bout du compte le prix du pétrole fut augmenté dans tous les pays producteurs. Le revenu

de l'Iran provenant du pétrole est ainsi passé de quatre milliards de dollars en 1973 à 20 milliards en 1974. Or en dépit de ce revenu considérable, l'organisation économique et sociale du pays est incapable de résoudre les problèmes de la misère du peuple et du bas niveau de l'emploi. Les raisons de cette situation sont simples et claires: Au lieu de s'appliquer à résoudre les problèmes économiques et sociaux internes, le gouvernement iranien soutient la Banque Internationale, sous la direction absolue des impérialistes, et fait des achats massifs d'armement. Dans 5 ans, le gouvernement iranien prévoit acheter pour 35 milliards d'armements aux pays impérialistes, rendant ainsi d'une main ce qu'il a pris de l'autre! Pourquoi cet armement? Il s'agit de lutter contre les mouvements de libération dans la région et ainsi protéger les intérêts de l'impérialisme mondial. Les avions iraniens sont actuellement en train de bombarder les villages et les camps du Dzofar, partie du sud l'Oman, qui est libéré par les forces révolutionnaires. Le Chah a déclaré qu'il était fier que des soldats iraniens, à côté de l'armée du roi d'Oman et des officiers anglais, soient engagés dans une guerre pour soi-disant "nettoyer" la route entre Salaleh et Masghat qui était contrôlée par les forces révolutionnaires d'Oman. Le Chah a accordé une aide militaire considérable (en particulier des avions Phantoms) à Sélassié, empereur réactionnaire d'Ethiopie, pour lui permettre d'exercer sa répression contre les forces progressistes de ce pays. Le gouvernement iranien poursuit également ses provocations militaires contre la République démocratique du Yemen du Sud et contre le Sumali. Même chose en Iraq où il pratique l'espionnage et renforce la guerre civile en jouant sur les divergences entre le gouvernement d'Iraq et certains dirigeants réactionnaires du parti démocratique du Kurdistan.

Et quand, face à une brusque hausse du coût de la vie, les travailleurs iraniens font la grève pour demander une hausse de salaire de 40 cents par jour, le gouvernement iranien ordonne aux policiers et gendarmes d'ouvrir le feu. Chaque fois que les ouvriers et les masses laborieuses se soulèvent, ils trouvent en face

d'eux la S.A.V.A.K. (police secrète et politique) et les gendarmes du régime iranien qui sont là pour soutenir et protéger l'exploiteur. Si les ouvriers résistent, ils reçoivent des balles américaines.

Malgré toute cette répression, la lutte des patriotes iraniens se poursuit et augmente jour après jour. Ni la prison, ni la torture ni la mort n'arrête le peuple dans sa lutte. Une partie des forces progressistes d'Iran a ainsi décidé depuis quatre ans d'entreprendre la lutte armée. L'analyse qui a conduit à cette décision s'est faite à trois niveaux:

1-Au niveau historique: l'analyse des soulèvements, des luttes passées, de l'échec des tentatives réformistes, l'exemple de la révolution vietnamienne et de la lutte des Palestiniens ont montré qu'il ne reste qu'une voie à suivre, celle de la lutte armée.

2-au niveau social: la société actuelle est pour le peuple iranien une société injuste. Il voit la cause de sa pauvreté dans la richesse de ses exploiters. Il voit l'injustice et l'indifférence des capitalistes à ses besoins les plus élémentaires. La classe exploitrice n'abandonne pas volontairement son pouvoir et c'est pourquoi il faut lutter avec acharnement contre elle.

3-au niveau politique: les forces progressistes se trouvent à affronter l'impérialisme américain, la bourgeoisie capitaliste iranienne, le système monarchico-bureaucratique-militaire et la cour du Chah, qui disposent tous des armes les plus modernes. Les dirigeants des forces révolutionnaires disent clairement que le bien être du peuple et l'existence d'un tel régime sont contradictoires. Pour anéantir ces ennemis, de la S.A.V.A.K. au Chah en personne il faut donc prendre les armes, car on ne peut combattre les armes que par les armes. Le gouvernement du Chah, ayant peur de laisser diffuser des informations sur ces luttes qui se mènent, tente de contrôler absolument toute la presse iranienne de même que ce qui s'écrit sur l'Iran dans les journaux étrangers.

Quand aux procès que subissent les patriotes iraniens, ce sont de véritables mises en scène quand, à la suite de pressions diverses de milieux progressistes étrangers, ils doivent se faire ouvertement. Sinon ils se font tout simplement en secret.

Lorsque le procès a lieu "librement", il est bref et les accusés n'ont à peu près pas le temps de se défendre; les membres de la famille assistant au procès sont souvent "remplacés" par des policiers en civil susceptible de mieux tenir le rôle qui leur est assigné. Les avocats de la défense sont des avocats militaires nommés par des tribunaux militaires... Ils défendent donc l'accusé à leur manière! Celui-ci ne peut choisir un avocat civil pour se défendre.

Me Ch. Grobet, avocat aux barreaux de Genève et de Zurich a été envoyé à Téhéran du 11 au 17 février 1972 par la Ligue des Droits de l'Homme et la Commission Internationale des juristes, afin d'assister au procès de certains prisonniers



Un exemple de torture subies par les prisonniers en Iran

politiques iraniens. Voici certaines citations de son rapport qui illustrent bien la situation:

"Mon interprète me fit savoir que l'acte d'accusation portait essentiellement sur la constitution d'un groupe portant atteinte à la sureté de l'État, le détournement d'un avion, la détention d'armes, le passage clandestin de la frontière. La presse fit encore état d'une tentative d'enlèvement du prince Chahram. De la lecture de l'acte d'accusation, je n'ai saisi que quelques mots: (idéologie, socialisme, communisme)."

"Les accusés furent ensuite très brièvement questionnés par le président; d'après mon interprète, certains des accusés répondirent affirmativement par le hochement de tête et certaine autres répondirent négativement à certaines questions posées".

“Après l’interrogatoire des accusés, la parole fut immédiatement donnée au premier des avocats qui plaïda une demi-heure environ: Une interruption de séance fut ensuite prononcée. Mon interprète, qui était indiqué officiellement par le gouvernement iranien, m’invita à quitter la salle en me prenant par le bras... visible-ment il ne voulait pas que je profite de l’interruption d’audience pour entrer en contact avec les accusés”.

“J’obtins enfin l’autorisation de retourner dans les salles au moment de la reprise des débats. Ceux-ci furent consacrés exclusivement à la plaidoirie des trois autres avocats, lesquels furent souvent interrompus par leurs clients, en particulier le deuxième, dont les propos étaient manifestement réfutés par les clients qu’il défendait. Il s’agissait de la partie de sa plaidoirie consacrée à l’idéologie du groupe. Finalement l’avocat sauta plusieurs pages de sa plaidoirie, renonçant manifestement à conti-

nuer des thèses que ses clients contestaient. A la fin de l’audience, les accusés demandèrent à être entendus ce qui leur fut refusé”.

Ceci n’est qu’un exemple des spectacles que le gouvernement iranien et son organisation policière politique monte en guise de procès pour les compatriotes iraniens. Il serait sans doute faux de comparer le S.A.V.A.K. à la Gestapo; en effet on a fait des progrès depuis Hitler, les méthodes sont plus “scientifiques”. Il ne faut pas oublier que la S.A.V.A.K. est conseillée par les “meilleurs” experts d’un service secret aussi puissant que la C.I.A. Celui-ci ayant contribué largement au renversement du gouvernement national et progressiste de Mossadegh (qui avait nationalisé le pétrole en 1951), il ne se fait pas prié maintenant pour donner un “coup de main” au gouvernement du Chah pour le maintenir en place. La S.A.V.A.K. reçoit également l’aide du service secret d’Israël. Israël et

l’Iran, deux sous-impérialismes et gendarmes de l’impérialisme mondial au Moyen-Orient s’aident donc mutuellement dans leur tâche.

L’association des étudiants iraniens a indiqué le mois de novembre comme mois pour la défense des prisonniers politiques en Iran. N’oublions pas qu’ils sont plus de 30,000, soumis à la torture et aux pressions physiques et morales. La situation de leur famille est le plus souvent désastreuse étant donné le chômage et la misère. L’impérialisme est l’ennemi de tous les peuples; essayons de défendre les prisonniers politiques iraniens, avant-garde du mouvement progressiste iranien.

Il existe pour cela plusieurs moyens:

contestation écrite ou téléphonique à l’ambassade d’Iran à Ottawa contestation écrite au gouvernement iranien à Téhéran dons d’argent ou de vêtements à l’Association des étudiants iraniens.

Vendredi le 22 novembre

prochain il se tiendra une

CONFÉRENCE DE SOLIDARITÉ

organisée par

**LE COMITÉ QUÉBÉCOIS DE DÉFENSE
DES PRISONNIERS POLITIQUES EN IRAN
et L’ASSOCIATION
DES ÉTUDIANTS IRANIENS AU QUÉBEC**

Cette conférence a pour but de mieux faire connaître la situation en Iran et de dénoncer le sort qui est fait aux milliers de prisonniers politiques dans ce pays. La conférence aura lieu à l’UQAM au PAVILLON LAFONTAINE, rue Sherbrooke à 7h.30 p.m. et le conférencier invité sera Charles Gagnon.

Yasser Arafat à l’ONU

Yasser Arafat, président de l’Organisation de Libération de la Palestine (organisation qui lutte pour la reconquête du territoire et des droits du peuple palestinien) a fait son entrée à l’Assemblée des Nations-Unies mercredi dernier, le 13, pour expliquer aux peuples du monde rassemblés à l’ONU le problème palestinien.

Le président Arafat, ovationné dès son entrée dans la salle prononça un discours d’une heure et demie relatant l’histoire de la question palestinienne, expliquant de quelle façon son peuple a été expulsé de cette région. Il a dénoncé les actes de barbarie et de terreur dont sont victimes les palestiniens montrant que la violence ne vient pas du peuple palestinien mais bien de l’“État” d’Israël qui refuse de lui reconnaître ses droits.

Le président de l’OLP a fait un appel à tous les juifs vivant actuellement en Palestine de se ranger aux côtés du peuple palestinien dans sa lutte de libération

nationale affirmant qu’ils sont les bienvenus dans un “État libre”.

De plus, il a dénoncé le soutien que les États-Unis apporte à l’“État” d’Israël lui demandant quel était son intérêt à combattre le peuple palestinien.

Pendant ce temps, dans tous les coins du monde, des millions de manifestants défilent pour saluer la victoire du peuple palestinien. À New York notamment, des millions de personnes amies de la cause palestinienne sont venues accueillir le président Arafat.

D’un autre côté, des sionistes manifestent aussi pour dénoncer la venue de l’OLP à l’ONU.

Malgré tout, cela n’empêche pas la délégation palestinienne de faire une percée historique à l’ONU. Pour le peuple palestinien particulièrement et pour les peuples arabes, cet événement marque un tournant très important dans la lutte de libération nationale.



**La minute
Player's**

Player's

FILTRE

Avis: Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social considère que le danger pour la santé croît avec l'usage.

**CHANDAILS ET ROBES
IMPORTATION EXCLUSIVE**

Réduction pour étudiants

BOUTIQUE VARDA

7216 St-Hubert (métro Jean-Talon)

274-8664

1214 Union (près Ville-Marie)

861-4308



La famine impérialiste en Afrique



Octobre 1972: la saison sèche en avance a repris ses droits. Brûlés, desséchés, plants d'arachides et tiges de cotonniers s'étalent ou se dressent sans espoir de récolte; les quelques plants de mil et de sorgho qui ont pu pousser ne dressent que de maigres épis. Quant aux prairies de graminées qui surgissent habituellement durant les pluies, elles ont été si rares que la migration des troupeaux bovins a commencé. Avant ceux des hommes, le calvaire et la mort des animaux s'accroissent à mesure qu'on descend vers le sud. Sur toute la frange sahélo-soudanaïenne qui s'étend d'est en ouest depuis la Mauritanie et le Sénégal vers le Tchad, paysans et éleveurs nomades voient déjà apparaître le spectre de la famine. Depuis celle-ci s'est installée...

Il est facile d'imputer cet état de faits, à la sécheresse, la presse bourgeoise et les gouvernements locaux n'ont rien épargné pour condamner ce coupable qui d'ailleurs a été vu sur les lieux du crime... Comme si cela n'était pas suffisant, nous avons eu droit à d'autres pièces à conviction difficilement réfutables, exemple la modification du système climatologique mondial.

La réalité est différente. Les caractéristiques climatiques du Sahel ont conduit les capitalistes français au début de la colonisation à assigner à chaque pays une tâche spécifique: produire un bien agricole commercialisable et dont la métropole a besoin. Le mode de production pré-colonial immédiat tel que le mil ou le sorgho. Et malheureusement ce produit pour l'auto-consommation, les biens produits étaient des céréales. Cependant, la France satisfait à ses besoins dans ces produits; la tâche qui revenait donc aux pays colonisés était de produire autre chose. Cela impliquait une disponibilité des terres arabes et aussi de main-d'oeuvre. La

première ne manquait pas: au contraire de l'Amérique latine en Afrique il n'existait pas de bourgeoisie foncière; les terres existaient donc en quantité plus que suffisante pour qu'on n'ait pas besoin d'engrais ou d'équipements techniques importants; on cultive donc de façon extensive ce qui implique pour le paysan qu'il doit dépenser son temps entre la culture pour sa consommation propre et celle qu'il faut pour payer des redevances — en coton, ou arachide — en travail plus exigeant encore. Dès lors commence un déséquilibre vif dû à ce partage du temps entre les céréales et les cultures d'exportation d'une part et la dégradation des sols à cause des cultures d'exportation et de leur mode de production d'autre part.

En effet, en l'espace de quelques dizaines d'années, ces cultures industrielles prenant de l'expansion à cause d'une demande croissante — dû essentiellement au manque de substituts à cette période — détruisent le couvert forestier et végétal. Sans protection naturelle, les sols commencent à subir un processus plus ou moins rapide d'érosion ou deviennent argileux. Pire encore, le stock humifère (éléments organiques ou naturels) les sols se dégradent; or, certaines cultures telles que l'arachide peuvent se passer d'humus, il n'en va pas de même pour les cultures vivrières (qui sont produites pour la consommation immédiate) tel que le mil ou le sorgho. Et malheureusement ce processus d'appauvrissement est souvent irréversible.

À mesure que les besoins de la métropole grandissaient les paysans occupaient de nouvelles terres et travaillaient plus encore; ce schéma conduit nécessairement à la famine. En effet, cette diminution des terres disponibles pour les cultures vivrières

conjugée avec le travail de plus en plus exigeant pour produire des biens d'exportation et la croissance démographique finiraient par faire tomber le produit moyen agricole au seuil de subsistance et en deçà.

Le colonialisme avait donc ouvert la voie à la famine à plus ou moins longue échéance. L'indépendance acquise, le problème devait trouver une solu-



tion... Mais ce serait ignorer la nature des régimes en place. Dans la majorité des pays africains et en particulier le Sahel, la décolonisation n'a été que le transfert par le gouvernement français de l'administration à la couche africaine qui le soutenait durant la colonisation et ne vivait que grâce à lui. Les structures économiques et la composition de la production nationale sont restées fondamentalement les mêmes. La mono-culture existe toujours, seulement elle doit faire concurrence sur le marché de l'ex-métropole colonisatrice aux biens identiques produits dans les autres pays et aux substituts à moindre prix qui ont fait leur apparition suite au développement technologique (ceci est particulièrement frappant dans le cas de l'arachide produite au Sénégal). Les états néo-coloniaux sont incapables de faire une reconversion de l'économie en restant dans le cadre de l'économie mondiale impérialiste: le produit dans lequel un pays est spécialisé représente en

général une part énorme des recettes d'exportation (près de 80% dans le cas de l'arachide au Sénégal). Or ces recettes sont tout à fait nécessaires pour payer les importations et on ne peut les supprimer qu'en les remplaçant par d'autres exportations. Mais lesquelles? Pour échapper au moins partiellement à la détérioration des termes de l'échange, il faudrait exporter

des produits industriels; mais pour cela il faut les produire, et pour les produire il faut importer des équipements industriels, et pour avoir ceux-ci il faut les recettes d'exportation.

L'aide étrangère permet-elle de sortir de ce cercle vicieux? Non! l'aide accordée par l'impérialisme a des buts bien précis: le développement du secteur tourné vers l'extérieur ce qui permet à l'impérialisme de conserver ses sources d'approvisionnement à moindre coût. Quant à l'aide conjoncturelle, elle est dérisoire. En 1972, au sommet de la famine elle se chiffrait à 300 grammes de céréales par personnes et par jour pendant 8 mois. Cette situation fut aggravée par la bourgeoisie locale au service de l'impérialisme. En effet, profitant du fait que les paysans sont incapables à cause de la sécheresse de continuer à faire vivre leur bétail et avaient un besoin urgent de monnaie, ils ont joué à la baisse du prix. Ainsi, une vache qui se vendait 20,000 FCFA (\$100), en 1970-71

ne se vendait plus qu'à 5,00 FCFA (\$20.). Par les mêmes processus, ils ont fait baisser le prix des biens agricoles exportés (arachide, coton). Par contre, ils ont profité de l'inflation généralisée à l'échelle mondiale pour vendre les produits qu'ils importent à des prix exorbitants: le pain de sucre (4 livres) se vendait à 150 FCFA (\$0.60) se vend maintenant à 750 FCFA (\$3.00). Partout ils ont créé des raretés artificielles conduisant à une paupérisation extrêmement accentuée des paysans mais aussi des ouvriers dont les salaires n'augmentent pas. La faim dans le monde n'est donc pas un phénomène cyclique dû au vent chaud ou à la sécheresse. Celle-ci n'a été qu'un accélérateur permettant aux produits moyens dans les pays sous-développés de descendre plus rapidement en deçà du seuil de subsistance. La conférence mondiale de l'alimentation où se sont heurtés les positions des pays atteints par ce fléau et celles des pays impérialistes, a clairement démontré cela. Cependant, malgré la similitude des points de vue des pays sous-développés, les pays capitalistes avancés n'ont pas voulu s'engager clairement dans le sens d'une aide alimentaire immédiate. Le prétexte est que dans la conjoncture actuelle d'inflation, ils ne peuvent donner gratuitement des céréales de crainte d'augmenter la hausse des prix. L'impérialisme qui est le seul responsable du sous-développement et conséquemment de la faim dans le monde, essaie par tous les moyens de faire partager sa dette historique à d'autres pays sous-développés: les pays arabes... Il semble finalement qu'une façon de résorber le problème de la faim, au moins partiellement, soit que les mères dans les pays sous-développés allaitent leurs bébés au sein...